

<https://www.snetap-fsu.fr/Mesures-salariales-pour-les-fonctionnaires-inacceptable-pour-la-FSU.html>



Mesures salariales pour les fonctionnaires : inacceptable pour la FSU

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : jeudi 9 novembre 2017

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Ces mesures + le gel de la valeur du point d'indice + le rétablissement du jour de carence = décision gouvernementale de détériorer le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions de personnes !

Après la forte journée d'action et de mobilisation unitaire des agent.e.s de la Fonction publique le 10 octobre dernier, le boycott d'une séance du Conseil Commun de la Fonction publique devant examiner notamment les textes concernant la compensation de la hausse de la CSG et le report d'un an des mesures PPCR (protocole de 2015 permettant des évolutions de carrière et de rémunération pour toutes et tous les agent.e.s de 2016 à 2020), la [FSU](#), comme l'ensemble des fédérations de fonctionnaires, a voté contre ces textes lors de la séance du CCFP du 8 novembre 2017.

En effet, avec ces mesures, additionnées au nouveau gel de la valeur du point d'indice et au rétablissement du jour de carence, le gouvernement a décidé de détériorer le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agents représentant 20% de l'emploi en France !

C'est inacceptable pour la FSU !

Le dernier rapport annuel sur l'état de la Fonction publique, présenté au cours de cette même séance du Conseil Commun, pointe de fortes disparités entre les agent.e.s et des inégalités salariales persistantes entre les femmes et les hommes d'environ 13%. Il montre aussi qu'en 2015, le décrochage entre les salaires du secteur public (+0,6%) et ceux du secteur privé (+1%) s'est poursuivi.

Cela montre la nécessité d'une application rapide des mesures PPCR et, au-delà, d'une politique salariale ambitieuse.

Aujourd'hui, les décisions prises par le gouvernement, en particulier le report de PPCR, vont à rebours de cette exigence.

Ces mesures sont très inquiétantes dans un contexte austéritaire où les agent.e.s servent encore une fois de variable d'ajustement.

Où est la reconnaissance du travail et des qualifications des personnels ? Comment rendre dans ces conditions la Fonction publique attractive ?

Quelle lisibilité est donnée à l'action publique quand sont traités de la sorte celles et ceux qui assurent des missions essentielles d'intérêt général pour le développement et la cohésion du pays ?

En oeuvrant de la sorte le gouvernement envoie aussi un message négatif aux usagers !

La FSU poursuivra avec détermination ses actions en faveur des agent.e.s, pour que soient reconnus, comme il se doit, les métiers et les missions des personnels, leur engagement professionnel quotidien qui contribue au développement du pays comme à la cohésion de sa population.

Elle défend la nécessité de l'unité durable de l'ensemble des organisations de fonctionnaires et agit en ce sens pour

faire avancer les revendications des personnels.